

Hamas pouvait être compris soit comme un soutien tacite à ces contacts, soit comme une incapacité à fournir une alternative à la diplomatie européenne, laquelle semblait soit vouloir s'accommoder du Hamas soit vouloir rendre plus pacifique son pouvoir grandissant. Il fut rapporté que les responsables israéliens étaient littéralement « fulminants de colère » à cause de ces contacts. « Nous pensons que les Européens devraient renforcer les Palestiniens modérés et non conforter les extrémistes », déclara Mark Roger, le porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères. « Tout ce qui conforte l'acceptation du Hamas comme acteur légitime pose problème ». ¹⁸

Cette réponse était à prévoir si Israël voulait entretenir la croyance qu'il pouvait ignorer l'importance politique croissante du Hamas. Mais la position israélienne semble moins claire lorsque l'on prend en considération les annonces faites par « l'administration civile » de l'armée israélienne en Cisjordanie, selon lesquelles « il n'y a aucun problème à ce que ses propres employés aient des contacts avec des membres du Hamas élus comme avec des maires et d'autres responsables locaux », selon le *Independent*, et plus tard, le *Jerusalem Post* israélien. ¹⁹ Il faut dire aussi que la reconnaissance croissante du Hamas comme force politique devant être impliquée plutôt que boycottée, pose un problème au mouvement Hamas lui-même. Pleinement conscient du double standard avec lequel l'Occident a longtemps perçu le conflit israélo-palestinien, le Hamas a réalisé que la justification et l'exécution des attentats-suicides – même en réponse aux attaques israéliennes contre des civils – étaient de nature à éliminer toute possibilité de légitimisation politique. Les contacts entre le Hamas et les diplomates européens continueraient probablement et peut-être évolueraient à un niveau supérieur tant que toutes les parties concernées – dont Israël et l'AP – en tireraient des avantages. Le projet israélien de « désengagement » de Gaza prévu pour août 2005 et les élections législatives palestiniennes à venir, représentaient deux facteurs importants susceptibles d'influencer l'orientation et l'ampleur

de ces contacts. Pourtant, le facteur essentiel susceptible de décider de l'attitude du Hamas serait justement l'attitude politique et la politique militaire israéliennes dans la phase post-Gaza. La poursuite de la domination israélienne en Cisjordanie, l'expansion des colonies toutes illégales au regard du droit international et la volonté d'achever le Mur de séparation construit illégalement sur des terres palestiniennes, représentaient de bonnes et suffisantes raisons pour que le Hamas maintienne sa posture militante contre Israël.

PUZZLE NUCLÉAIRE

Plusieurs mois après les révélations sur de régulières réunions entre le Hamas et des officiels européens, l'actualité s'est éloignée des rencontres soumises à controverse et s'est une nouvelle fois concentrée sur Israël suite à une émission de la BBC. Le programme *Newsnight* diffusé le 3 août, a confirmé que la Grande-Bretagne était en fait à l'origine de la fourniture d'eau lourde, l'ingrédient essentiel qui a permis à Israël de transformer son réacteur nucléaire de Dimona dans le désert du Néguev – initialement développé avec l'aide française – en une usine maîtrisant la fabrication du combustible nucléaire. ²⁰ Il avait toujours été dit, après les dramatiques révélations de l'ancien technicien de Dimona, Mordechai Vanunu au *Sunday Times* en 1986, que les vingt tonnes d'eau lourde étaient originaires de Norvège. La Norvège avait opté pour un silence complet sur la nature de la transaction. Mais selon la BBC, l'affaire, conservée secrète et concoctée avec Israël, avait été camouflée comme une revente à la Norvège d'eau lourde qui n'était censément plus d'aucune utilité pour la Grande-Bretagne. La livraison fut faite en 1958 vers Israël qui avait apparemment épuisé en l'espace de trois ans l'essentiel de ces vingt tonnes d'eau lourde. En 1961, selon le rapport, Israël en avait demandé à nouveau, mais la révélation des ambitions nucléaires israéliennes par le *Daily Express* semblait avoir fait de toute nouvelle vente une question plus ardue.

Plusieurs années après, grâce au courage de Mordechai Vanunu, le monde était capable de saisir l'étendue des dangereuses expérimentations d'agents mortels par Israël – qui posséderait aujourd'hui plusieurs centaines d'ogives nucléaires (suivant des estimations modestes) et qui, selon les experts occidentaux, feraient d'Israël un des leaders au niveau mondial parmi les puissances nucléaires (le sixième pour être précis). Mais Israël a persisté dans son attitude de ni infirmer ni confirmer ces révélations pourtant très bien documentées sur son programme nucléaire. Aussi, le vice-premier ministre Shimon Pérès – qui était directeur général au ministère israélien de la Défense de 1953 à 1958 et est considéré comme le principal architecte du programme nucléaire du pays – a refusé de commenter le rapport de la BBC, selon une dépêche d'*Associated Press* parue un jour plus tard.²¹

L'implication connue de la France et de la Norvège et le rôle récemment révélé de la Grande-Bretagne, qui avaient rendu possibles les ambitions nucléaires d'Israël, ont clairement démontré l'intention européenne de garantir une totale supériorité militaire d'Israël sur ses voisins arabes – ce qui, incidemment, est une phrase-clé répétée par les officiels américains lorsqu'ils parlent de l'engagement américain vis-à-vis d'Israël. Alors qu'à l'époque, les Administrations américaines d'Eisenhower et de Kennedy essayèrent « d'empêcher Israël de parvenir à fabriquer des armes nucléaires », comme indiqué dans le *Guardian*²², l'aile droite de l'Administration Bush a complètement ignoré les armes nucléaires israéliennes tout en considérant « toutes les options », y compris l'intervention militaire pour sévir contre l'Iran qui, prétendument, s'efforcerait de développer une bombe atomique. L'Iran, signataire du Traité de non-prolifération, a toujours affirmé que ses ambitions nucléaires étaient pacifiques et s'est activé sur plusieurs fronts diplomatiques pour résoudre ses problèmes avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) des Nations unies. En attendant, Israël n'a toujours pas signé le Traité de non-prolifération et n'a subi aucune pression pour le faire. La posture adoptée par Israël n'a pas bougé malgré l'appel lancé par

le responsable de l'AIEA, Mohamed el-Baradei, d'abandonner son armement nucléaire et de signer le Traité de non-prolifération. L'attitude d'Israël s'est trouvée renforcée par le soutien militaire et politique inconditionnel de Washington. La plaisanterie devient quasi insupportable quand des officiels américains relient leur croisade au Moyen-Orient à la sécurité d'Israël. Dans une entrevue datée de janvier 2005 à l'émission *Imus in the Morning* de MSNBC, le vice-président Dick Cheney a averti que l'Iran a un « assez robuste » programme nucléaire et que l'objectif principal de la République islamique est la destruction d'Israël. Il a alors paru donner un feu vert à Israël (qui dispose d'au moins 200 têtes nucléaires) pour s'attaquer à l'Iran dont les ambitions nucléaires, selon l'AIEA elle-même, ont encore à faire naître de sérieux soupçons. « Si, en réalité, les Israéliens sont convaincus que les Iraniens disposent de capacités significatives, les Israéliens pourraient bien décider d'agir les premiers et laisser le reste du monde s'occuper de nettoyer les dégâts diplomatiques qui suivront » a affirmé Cheney, en réponse à une question lourde d'implications : « Pourquoi ne pas faire en sorte qu'Israël s'en charge ? »²³

Seuls les naïfs diront que Cheney n'était peut-être pas conscient de l'ampleur des capacités nucléaires destructives d'Israël au moment où il faisait ce genre de remarques. Pourtant, malgré l'imposture complète des prétextes utilisés pour envahir l'Irak, transformant en victimes des millions de personnes tout en continuant à déstabiliser une région déjà fragile, le gouvernement américain avait appliqué la même logique. Maintenant, le loup menaçant était l'Iran et le mouton inoffensif était sans surprise l'État d'Israël. Toutefois, la dernière pièce du puzzle avait été mise en place, et la communauté internationale savait à présent d'où venait l'eau lourde utilisée par Israël pour l'enrichissement du combustible nucléaire, et grâce à Vanunu, nous savons ce qu'il en est advenu. Même le velléitaire el-Baradei avait le culot de dire à *Haaretz* que son agence opérait sous l'hypothèse qu'Israël possédait des armes nucléaires.²⁴ L'inquiétude, voire la peur, était que ni le rapport de la BBC ni les protestations de

nombreux États du Moyen-Orient et au-delà ne parviendraient à stopper une seconde l'engrenage de mort et de destruction foimenté en Israël avec l'aide européenne et la bénédiction et la protection américaines. C'est en fait à cause de cette duplicité et de ces doubles standard qui ont guidé les actions de l'Occident, que la paix au Moyen-Orient reste une illusion, tandis que les fumées des usines d'armes de destruction massive continuent à se répandre sur le désert du Néguev.

DÉSENGAGEMENT

Parallèlement, dans les Territoires occupés, il était difficile de nier que le Deuxième Soulèvement palestinien se trouvait dans une impasse, bien que les causes qui avaient conduit à son déclenchement soient toujours là. Ce n'est pas nier l'imminence d'une nouvelle révolte ni saper la volonté intacte du peuple palestinien de poursuivre sa résistance par tous les moyens disponibles. Mais le déroulement des événements dans les Territoires occupés, avec les intentions déclarées d'Ariel Sharon d'un « désengagement » de Gaza dont la première phase était prévue pour août, ont replacé les priorités palestiniennes même si ce n'est que temporairement, d'une confrontation avec l'occupation israélienne vers la maîtrise d'un risque imminent de chaos dans Gaza et vers le règlement des griefs politiques entre les organisations. En ce qui concerne le désengagement israélien, les véritables motivations de Sharon étaient très claires. Dans un discours politique qu'il fallait relever, le 30 juin 2005, Sharon qui s'exprimait devant des colons opposés au désengagement de Gaza, rendit encore une fois très clair que le désengagement conditionnel était uniquement motivé par la question démographique. Ceci laissait fortement supposer que les actes de Sharon n'étaient guère motivés par les recommandations du « Quartet pour la paix » au Moyen-Orient conduit par les États-Unis, ni par les dispositions de la feuille de route publiée par ces mêmes États-Unis, ni par le droit international qui exige le retrait

inconditionnel des Territoires occupés. « Nous sommes arrivés à la conclusion que nous allons quitter Gaza, où il n'y a aucune chance d'imposer une majorité juive », a-t-il dit à Cesaria, en Israël. « Il est clair pour chacun de nous que Gaza ne sera jamais une partie d'Israël, quel que soit l'accord final. Dans le même temps, nous déployons tous nos moyens vers les secteurs les plus importants dont nous avons besoin pour protéger notre existence : la Galilée, le Néguev, le Grand Jérusalem, les blocs de colonies et les zones de sécurité ».²⁵

Sharon a une fois de plus démontré qu'il était tout sauf un homme qui avait changé. Ses paroles et ses actes l'attestent amplement. En fait, on pourrait prétendre que son engagement dans le projet illégal de colonisation, poursuivi si assidûment au fil des années, approchait de sa phase finale : la mise en cage de tous les Palestiniens des Territoires occupés en annexant 58 % de la superficie totale de la Cisjordanie, en étendant les frontières du « Grand Jérusalem » pour y inclure la majorité « des blocs de colonies » – Maale Adumim, Betar, Ariel, Goush Etzion et d'autres – en s'activant à compenser la croissance de la population palestinienne, en envoyant des milliers de colons juifs en Cisjordanie, en expropriant un large pourcentage des terres palestiniennes par l'extension du Mur illégal de séparation – qui déjà serpente autour de dizaines de villes et villages palestiniens, incarcérant littéralement des dizaines de milliers d'habitants derrière des murs, des clôtures, des tranchées et des portes verrouillées. C'était ce que le premier Ministre israélien avait à offrir aux Palestiniens en réponse à leur trêve unilatérale décrétée en février 2005 et à Abbas dont la première priorité semblait avant tout vouloir prouver à Washington et à Tel-Aviv qu'il était bien, contrairement à Arafat, un digne et « pertinent » partenaire pour la paix. Pendant ce temps, le monde regardait avec stupeur ou jubilation des affrontements surmédiatisés entre des colons juifs et des soldats israéliens. « Israël contre Israël à Gaza », titrait le *Christian Science Monitor*.²⁶ Les médias partout dans le monde firent de leur mieux pour mettre en cause l'idée largement